

L'ÉDITO DE CHARLES :

**Nous avons interviewé le Ministre des Finances Grec!**



## Yanis Varoufakis, s'adresse directement aux Français et choisit Le Contrarien Matin !

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Si le ministre des finances de la Grèce s'adresse à vous aujourd'hui et de façon exclusive par LeContrarien.com, c'est que d'une part il se définit lui-même comme un contrarien mais surtout, vous avez été tellement nombreux mes chers lecteurs [à acheter son livre](#) (Le Minotaure Planétaire) que cela est remonté jusqu'à lui ! Lorsque j'ai demandé à son éditeur s'il était possible d'interviewer Monsieur Varoufakis, je ne m'attendais pas à ce que cela puisse fonctionner. Pourtant dimanche dernier alors que je mangeais une fameuse omelette de la mère Poulard avec mon épouse et mes enfants en train de se gaver de crêpes au Mont Saint-Michel, le téléphone sonne. C'est l'éditeur : « Varoufakis est séduit par l'idée de donner une interview aux Contrariens ». J'ai déjà trop parlé écoutons donc ce qu'il a à dire à notre communauté de contrariens !

**Charles Sannat : Vous vous définissez vous-même comme un «contrarien». Pouvez-vous nous en dire plus ?**

Yanis Varoufakis : Dans un monde où le paradigme dominant fait obstacle au partage de la prospérité, à la justice et à la liberté, il incombe à ceux qui tiennent ces principes pour fondamentaux de s'opposer au prêt-à-penser. S'opposer aux opinions et aux règles juste pour le principe de s'opposer ne rime à rien et est dangereux. Mais s'opposer à ce qui sape systématiquement les valeurs sur lesquelles repose une société civilisée est un devoir moral.

**CS : Vu de France, on a l'impression que dans les négociations en cours entre l'Europe et la Grèce on n'est d'accord sur rien et que les institutions européennes sont intraitables. Est-ce une impression ou la réalité ?**

YF : Il y a forcément des points sur lesquels nous sommes d'accord. En effet, il est dans l'intérêt de tous en Europe, y compris de celui de nos créanciers, que la Grèce retrouve une croissance nette. A mes yeux, le problème semble être que l'inflexibilité de l'Europe quant à la politique qu'elle mène vient

de ce qu'elle est résolue, ce que l'on peut comprendre, sans pour autant trouver cela judicieux, à ne pas admettre que le « remède » appliqué depuis cinq ans n'a fait qu'aggraver une situation déjà très mauvaise.

**CS : L'Europe est-elle devenue une entreprise punitive, une Europe père-fouettard, non seulement pour la Grèce mais par voie d'extension, à terme, pour tous les pays de la zone euro qui sont dans la difficulté.**

YF : Actuellement, mon travail consiste à établir des relations au sein d'une Europe qui place les règles au-dessus de la logique macroéconomique et qui considère l'arrangement actuel comme bien plus important que d'imaginer comment l'Europe et la zone euro devraient être conçues pour bien fonctionner. Ces efforts de rapprochement sont importants parce que sans eux des millions d'Européens souffrent inutilement tandis que « l'Europe » devient impopulaire parmi les Européens, ce qui ne profite qu'aux ultranationalistes et aux sectaires.

**CS : Lorsque j'analyse la situation économique de la Grèce (et je ne suis pas le seul à penser ainsi), la dette grecque n'est tout simplement pas remboursable. La notion de remboursement de la dette semble être un point d'achoppement dans les négociations en cours. Pourtant, nous savons tous qu'elle n'est pas remboursable. Qu'est-ce que cela cache, alors que la priorité devrait être de résoudre d'urgence la crise humanitaire que connaît votre pays ?**

YF : Ce qui est peut-être le plus triste dans tout ceci est que, en fait, tout le monde est d'accord. On me dit constamment que le mot « décote » [en anglais, haircut, c.-à-d. l'annulation pure et simple d'une partie de la dette - NdT] est politiquement toxique mais, en même temps, on me dit que nos créanciers seraient prêts à discuter d'un allongement substantiel de la maturité de la dette avec une réduction concomitante des taux d'intérêt – ce qui revient en fait à une... décote substantielle. Il est étrange que lorsque nous faisons une contre-proposition consistant à émettre des obligations indexées sur le PIB nominal, qui offriraient à nos créanciers un rendement potentiellement supérieur, celle-ci soit rejetée. La seule explication à ce mystère est que la question de la dette n'a pas grand-chose à voir avec... la dette elle-même, que notre dette est une « variable de contrôle », comme disent les mathématiciens, dans le contexte d'un exercice de « planification » dont l'objectif est de maximiser l'autorité politique sur les nations déficitaires. S'il y a une autre explication, je serais ravi de l'entendre.

**CS : Vous défendez aujourd'hui l'idée de maintenir la Grèce dans la zone euro. Nos économies étant hétérogènes, en l'absence d'un mécanisme d'harmonisation, je pense pour ma part que l'euro est condamné. Alors, pourquoi faut-il selon vous rester dans la zone euro ?**

YF : Parce que je ne peux pas imaginer un mécanisme par lequel nous pouvons dissoudre la zone euro sans que cela déclenche une crise massive qui écrasera encore un peu plus les dépossédés et tous ceux qui ont supporté le plus lourd fardeau de la crise de l'euro. La zone euro peut-elle être stabilisée sans infliger de souffrance supplémentaire pour cause d'austérité ? Je le pense, et c'est pourquoi, avec Stuart Holland et James Galbraith, nous nous sommes tellement investis dans notre Modeste proposition pour résoudre la crise de l'euro.

**CS : Personne ne veut être le fossoyeur de l'euro. Pourtant, la Grèce pourrait être la première à en sortir. Que pensez-vous de cette hypothèse ?**

YF : En novembre dernier, Mario Draghi a dit que pour que l'euro soit un succès dans quelque pays que ce soit il doit être un succès dans tous les pays. Je pense qu'il a raison. Dans ce contexte, toute tentative de se servir du « Grexit » comme d'une menace ne fait que déstabiliser une zone euro déjà fragile, et constitue par conséquent une manœuvre d'une effrayante irresponsabilité.

**CS : Selon vous, en cas de rupture entre les pays faibles et les pays forts de la zone, ne pensez-vous pas que la sortie de l'Allemagne serait plus efficace, les autres pays conservant alors l'euro sans l'Allemagne ?**

YF : Dans le cas hypothétique d'une fragmentation de la Zone euro, il ne fait aucun doute que la sortie d'un pays excédentaire est de loin préférable à celle d'une nation déficitaire. Lorsqu'un pays jouissant d'un excédent de sa balance des opérations courantes quitte une union monétaire, sa monnaie s'apprécie alors que les capitaux affluent vers son économie. Ce rééquilibrage compense les pertes encourues par la dépréciation des actifs dans les pays qui restent dans l'union. Bien qu'il existe un risque de récession, à cause de l'augmentation du taux de change et de la perte résultante de marchés, la situation qui en résulte est acceptable en comparaison à l'implosion qu'engendrerait la sortie de l'union des pays déficitaires, leur monnaies se dévaluant massivement et eux étant poussés au défaut sur les dettes privées et publiques libellées en euro.

Ceci dit, toute sortie de nations excédentaires ou déficitaires, en particulier à un moment où l'Europe est en déflation et que les investissements sont historiquement bas, provoquerait partout de très graves

problèmes. Voilà pourquoi je dis que nous avons l'obligation de réparer l'euro, en particulier ceux d'entre nous qui critiquent sa conception !

**CS : L'un des points essentiels de l'accord intérimaire signé avec l'Eurogroupe est la lutte contre l'évasion fiscale. Pensez-vous vraiment être en mesure de faire rentrer l'impôt ?**

YF : Oui. Nous manquons peut-être d'expérience gouvernementale mais, croyez-moi, nous sommes déterminés. Notre grande force est que nous ne sommes les obligés de personne. Aucun d'entre nous, pour financer sa campagne électorale, n'a reçu le moindre euro de la part des intérêts particuliers auxquels nous allons nous attaquer. Cependant, ce qui est crucial pour régler ce problème est que nos partenaires européens nous offrent du temps et de l'espace pour mener à bien cet objectif en relative tranquillité.

**CS : Vu de France, pour beaucoup, la Grèce l'a bien cherché. Personnellement, je considère que l'on peut tous être grecs et que ce qui arrive à votre peuple pourrait arriver au nôtre.**

YF : La logique de la punition collective est absolument effroyable. Elle est bannie en temps de guerre et devrait être bannie en temps de paix. A moins que le peuple français ne comprenne qu'il n'y a rien de tel qu'un Grec « typique », penser de cette manière ne peut que nourrir les stéréotypes visant les Français, les Allemands ou les Italiens – autant d'idées reçues qui nous empêchent de penser intelligemment, en tant qu'Européens, quant aux véritables causes de la crise. Avant 2008, l'argent s'écoulait en quantités phénoménales des pays excédentaires vers les pays déficitaires. Cet afflux d'argent provoqua des bulles qui ont ensuite éclaté. Et lorsque celles-ci ont éclaté, les pays déficitaires se sont retrouvés engloutis sous des montagnes de dettes impossibles à servir, avec un PIB nominal en réduction et des politiques d'austérité qui ont encore un peu plus réduit les revenus avec lesquels ces dettes, anciennes ou nouvelles, auraient pu être remboursées. C'est pourquoi la Grèce se trouve là où elle en est actuellement et c'est aussi pourquoi la France est à la peine. Se retourner vers les stéréotypes comme explication ne peut que nous empêcher de comprendre les causes de notre crise commune.

**CS : Quelle est la véritable situation sociale en Grèce et pensez-vous que nous pourrions faire partie des prochains sur la liste ?**

YF : Privation et pauvreté absolue, ce qui est très difficile à mesurer pour qui habite en Europe du Nord ou en Europe centrale. En outre, la classe moyenne est en état d'asphyxie économique totale. Je vous donne un seul exemple : sur les 5 millions de Grecs actifs, 3,5 millions ont des arriérés vis-à-vis de l'Etat pour des sommes inférieures à 3000 euros – et ils ne peuvent pas les rembourser.

**CS : Depuis plusieurs semaines, des dizaines de milliards d'euros quittent la Grèce. D'importantes quantités d'or physique sont achetées par les Grecs. Cela est-il le présage d'une sortie ordonnée de la Grèce de la zone euro, au moment où Ambrose Evans-Pritchard du Telegraph, rapporte que certaines personnes dans « les milieux artistiques » font circuler des ébauches de nouveaux billets libellés en drachmes (et pas uniquement pour épater la galerie) ? Doit-on s'attendre à une sortie de la zone euro dans les prochains mois ?**

YF : Le gouvernement précédent a mené sa campagne en utilisant la tactique de la peur qui consiste à « promettre » que s'ils devaient perdre les élections, les banques fermeraient une semaine plus tard et la sortie de la Grèce de l'euro s'ensuivrait. Faut-il s'étonner que lorsqu'un gouvernement en place brandit un tel épouvantail les gens aient peur ? Et lorsqu'en outre des voix similaires s'élèvent en Europe – certaines d'entre elles parmi les autorités constituées – il est aisé de faire en sorte que cette

peur grandisse et grandisse encore. Mais faites une pause un moment et pensez au coût immense d'un « Grexit », non seulement pour nous les Grecs, mais pour tous ceux qui sont impliqués dans l'aventure. Cela vaut-il la peine juste pour empêcher notre gouvernement d'avoir la chance d'éliminer les oligarques et les corrompus ? Je ne le pense pas. C'est pourquoi j'en appelle à mes amis français pour qu'ils résistent à cette grossière violation de la logique et des principes démocratiques.

**CS : On voit bien année après année l'incapacité de la France à respecter les objectifs budgétaires et de dette fixés par l'UE. Vous avez rencontré Michel Sapin. Que faudrait-il pour qu'un axe majeur Paris-Athènes puisse émerger ?**

YF : Une France plus forte.

**CS : Enfin, Avez-vous un message particulier à adresser au peuple français ?**

YF : Je pense en avoir un : il est temps que l'on se remette à rêver d'Europe comme d'un lieu où la prospérité se partage, plutôt que d'une cage de fer dans laquelle une majorité d'Européens se sentent étouffés et trahis. Si notre nouveau gouvernement est liquidé, la France ne parviendra pas à sauver l'idée d'une Europe qui concorde avec le triptyque «Liberté – Egalité – Fraternité».

---

Voilà donc un texte réalisé pour nous, pour vous, particulièrement riche et qui j'en suis sûr nous permettra à tous d'enrichir notre réflexion pour les prochains jours. Le sujet de fond c'est évidemment quelle Europe pour le peuple européen!

C'est également tout cela le message de Yanis Varoufakis, tout cela sans oublier une sagesse évidente. Non, il ne cherche pas à renverser la table mais à nous inciter collectivement à nous lever pour changer l'Europe car oui, tout le monde parle de changer l'Europe... Néanmoins, pour le moment, c'est l'Europe qui nous change. Alors il est temps, grand temps, que nous, le peuple d'Europe, prenions en main notre destin.

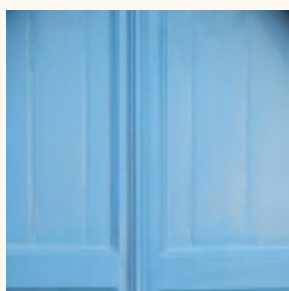
Charles SANNAT

---



---

## Grèce : Du temps où les grecs avaient des souverains plein les portes



Le fils d'un riche industriel en savon et en huile demeurant à Salonique, en Macédoine, rappelle ainsi ses souvenirs : » Ma famille a transformé toute sa fortune en souverains avant l'invasion allemande, au cours de l'hiver 1941.

Nous avions au moins 3 000 souverains cachés derrière l'encadrement des portes. A chaque coup de

vent, ma mère se précipitait pour voir si l'argent n'était pas tombé.

Dès que les Allemands sont arrivés, ils ont occupé l'usine et, sans ce pécule, nous serions morts de faim. Une fois par an, nous démontions les portes pour prendre l'argent qui nous permettait de vivre.

Bien que nous ne nous en soyons pas rendu compte sur le moment, la majeure partie de nos parents et de nos amis avaient agi de même. Mais mon grand-père, qui avait fait confiance à la monnaie grecque, se retrouva avec des liasses de billets sans valeur, et perdit toute sa fortune.



# VERAMAX)))

## Stockez votre épargne or à domicile en toute sécurité

**1/10 once d'or pur spécialement conçue  
pour être stockée chez soi,  
avec un MAXimum de garanties.**

Découvrez tous les avantages de la VeraMax >

AuCOFFRE.com



## Idee & Point de vue : Le minotaure planétaire... l'ouvrage du ministre de l'Économie grecque à lire !



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

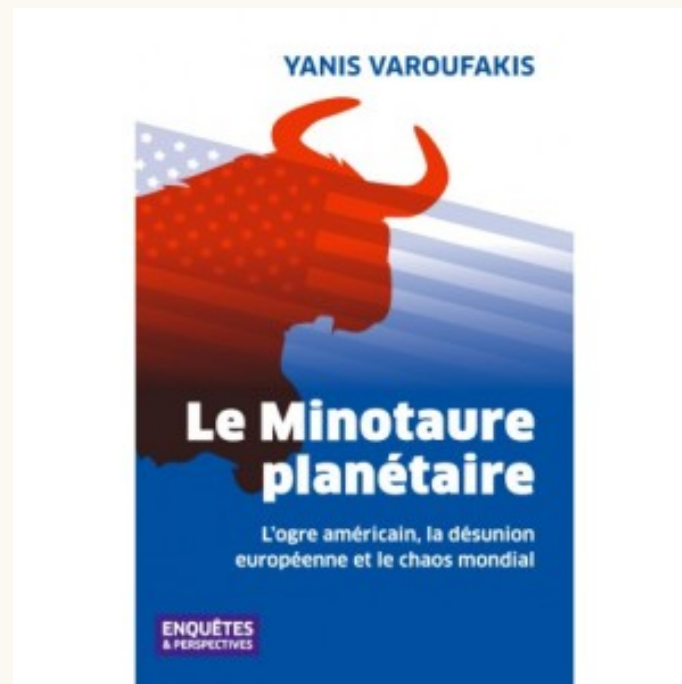
Je dois vous avouer un truc... J'ai failli passer à côté mais alors quelque chose de bien mes chers amis. Il y a quelques semaines, nous étions encore 2014, je reçois un mail fort sympathique d'un camarade

contrarien qui m'explique qu'il va sortir un bouquin, enfin la traduction en français d'un ouvrage écrit par un économiste grec en 2008 sur la crise économique que nous traversons... Mouais... Pourquoi pas. D'abord, j'adore les livres que j'accumule au plus grand désespoir de ma tendre épouse de façon aussi compulsive que j'entasse les boîtes de raviolis... Et puis c'est un livre d'éco, et l'économie ça me passionne donc du coup notre camarade contrarien m'adresse ce bouquin, je lis ce bouquin et je me dis tiens, faudra que j'en parle dans un édito, c'est pas mal du tout et ça apporte un autre angle de vision sur la crise et le fonctionnement de l'économie mondiale donc pas mal du tout pour faire avancer la réflexion collective. Les fêtes de Noël arrivent, je mange des huîtres, je joue le Père Noël, machin toussa et j'oublie complètement ce bouquin, mais alors totalement.... Puis vint la rentrée, la reprise, le travail, et... les élections en Grèce. Puis Syriza l'emporte, puis Tsipras nomme son nouveau ministre de l'Économie, un certain Yanis Varoufakis, et puis rien, toujours rien, ayant décidé de véritablement passer à côté... Bref, gentiment notre camarade contrarien est venu toquer à la porte de mon adresse mail et me dis juste « et le bouquin de Yanis Varoufakis que je vous ai envoyé il y a 6 semaines, vous en avez pensé quoi ? » (gentil et bienveillant le camarade sur ce coup-là). Bon, lorsque l'information a réussi à se frayer un chemin à travers mon esprit nuageux, j'ai évidemment lâché une bordée d'injures dont je vous épargne la teneur et qui m'a valu un regard courroucé de ma tendre moitié (pas très tendre avec les grossièretés). Alors voilà, sachez que Yanis Varoufakis, ministre de l'Économie en Grèce, a non seulement un parcours relativement atypique, original et qu'en plus c'est un garçon qui a véritablement réfléchi sur cette crise mais au-delà, pour le moment, il affiche un courage sans faille.

**Nous allons détruire le système oligarchique grec !**

Voilà ce qu'il a déclaré en prenant son poste au ministère de l'Économie. Tsipras, quant à lui, a dit que son équipe était prête à verser son sang pour la Grèce... Ce qui est certain c'est que les intimidations et les menaces seront la base de leur quotidien. Mais jusqu'où ces hommes auront-ils le courage d'aller ? Je n'ai pas de réponse, je pense même que leur tâche sera particulièrement difficile et périlleuse. Mais ces hommes ont la possibilité d'écrire l'histoire et de nous aider à écrire la nôtre.

Ils seront peut-être des abrutis de cocos à l'ancienne ne pensant que collectivisation ou peut-être pas. Ils seront peut-être nuls ou brillants... Je ne sais, pas et l'avenir nous le dira, mais les Grecs ont eu raison de les porter au pouvoir car pour la première fois, ils vont essayer autre chose et ce n'est pas plus stupide que de faire toujours plus de la même ânerie en espérant un résultat différent.



**Le Krach de 2008**

**était-il programmé ?**

« Tout commence en 1929, avec la Grande Dépression et son cortège d'immenses souffrances. L'absence de régulation bancaire aux États-Unis et la cupidité sans bornes des acteurs de Wall Street plongèrent le monde dans un chaos tel qu'il fallut une guerre mondiale – plus de 50 millions de morts et un champ de ruines sur l'Europe et le Japon – pour remettre un peu d'ordre dans les esprits.

Se saisissant de l'occasion qui leur fut offerte au sortir de la guerre, les États-Unis s'arrogèrent alors le rôle de maître d'œuvre de la reconstruction du monde occidental. Les ennemis d'hier, l'Allemagne et le Japon, sont désormais leurs protégés et deviennent de fait les deux piliers de leur nouvel ordre mondial, ouvrant ainsi la voie aux « Trente Glorieuses ».

Cet ordre mondial cédera cependant sous le poids écrasant des déficits américains et poussera Washington, en 1971, à suspendre la convertibilité du dollar en or afin d'assurer son hégémonie sur des bases radicalement différentes. C'est à ce nouvel arrangement que Yanis Varoufakis donne le nom de Minotaure planétaire : un ogre à la fois tuteur et cannibale de l'économie mondiale.

Portant en lui les gènes de sa propre destruction, le Minotaure planétaire tombera sous les coups de la nouvelle dérégulation bancaire aux États-Unis et de la cupidité redoublée de la finance internationale, provoquant le Krach de 2008.

Quel avenir pour le monde après le Minotaure planétaire ? Et qu'espérer de

l'Europe quand l'insuffisance de ses dirigeants et les égoïsmes nationaux mènent droit à la désunion ?

C'est la question, vitale, à laquelle Yanis Varoufakis tente de répondre dans cet essai à la fois brillant, iconoclaste et palpitant. »

Biographie de l'auteur :

« Yanis Varoufakis est un économiste grec. Il est l'actuel ministre des Finances de la Grèce. Lors des dernières élections du pays, en Janvier 2015, il a été élu au parlement grec. Économiste politique, il fait partie du petit nombre d'experts à avoir prédit la crise des subprimes. Ancien conseiller économique de George Papandréou, il s'est rendu célèbre en critiquant sévèrement les plans de sauvetage d'Athènes, s'attirant au passage les foudres des cercles dirigeants du pays, au point de devoir s'exiler aux États-Unis, en 2011.

Yanis Varoufakis est professeur d'économie à l'Université d'Athènes, professeur détaché à l'Université du Texas et économiste en titre au sein de l'entreprise Valve Corporation. Né à Athènes en 1961, après avoir terminé ses études secondaires en Grèce, Yanis Varoufakis part en Angleterre poursuivre des études de mathématiques et d'économie aux universités d'Essex et de Birmingham. Il enseigne dans diverses universités britanniques (Essex, East Anglia, Cambridge, Glasgow), puis pendant douze ans à l'Université de Sidney, en Australie. Plus récemment, il est devenu un ardent participant aux débats sur les crises, américaine, européenne et, en fait, mondiale qui affectent notre planète depuis 2008. Il a cofondé le site [vitalspace.org](http://vitalspace.org). »

Pour commander son livre, c'est ici et il n'y a plus que 499 exemplaires disponibles (et je ne suis pas commissionné, les livres ça ne rapporte pas assez pour les pots-de-vin !!) : [ACHETER CE LIVRE ICI](#). Je vous en souhaite une excellente lecture.

Charles SANNAT

---

En suivant le lien suivant, vous arrivez sur le site de la maison d'édition qui propose l'ouvrage de Yanis Varoufakis

[Pour commander son ouvrage c'est ici](#)

Ou ici : <http://www.editions-du-cercle.fr/livres/1-le-minotaure-planetaire.html>



---

## Grèce : Exclusive Interview - Yanis Varoufakis



**Exclusive Interview Yanis Varoufakis – LeContrarien.com – 03/03/2015**

**Charles Sannat : You are a self-proclaimed “contrarian”. Can you explain?**

Yanis Varoufakis : In a world where the dominant paradigm is detrimental to shared prosperity,

justice and liberty it is incumbent on those who care about these principles to oppose what passes as established opinion. Opposing views and rules for the sake of it is pointless and dangerous. But to oppose that which systematically undermines a civilised society is a moral duty.

**CS : As we see them from France, the Greek debt crisis negotiations seem to present no common ground, not a single point of agreement**

**between Europe and Greece, and the European institutions appear inflexible. Is this a wrong impression or reality?**

YV : The common ground most certainly exists. Indeed it is in the interests of everyone in Europe, including our creditors, that Greece returns to inclusive growth. The problem seems to me that the prevailing policies remain entrenched because of an understandable, even if misguided, determination not to admit that the 'remedy' of the past 5 years was making a bad thing worse.

**CS : Because, if this is real, it means Europe has become a disciplinarian, an all-powerful drill sergeant, not only for Greece, but by extension for all the fiscally stressed countries of the Eurozone.**

YV : Currently my job to build bridges within a Europe that puts rules above macroeconomic logic and the current arrangements above a vision of how Europe, and the Eurozone, ought to be designed. These bridges are important because without them millions of Europeans suffer unnecessarily while 'Europe' is becoming unpopular amongst Europeans, to the benefit of ultra-nationalists and biggots.

**CS : In my analysis of the state of Greece's economy (and many people think like me), the Greek debt simply cannot be reimbursed. The reimbursement seems to be a sticking point in the current negotiations. But we all know that the debt cannot be reimbursed in full. Why is Europe pulling this red herring when the priority should be to resolve the overbearing humanitarian crisis in your country?**

YV : Perhaps the saddest part of this is that, in practice, everyone agrees. I am constantly told that the word haircut is toxic politically but, at the same time, I am told that our creditors would be prepared to discuss a substantial elongation of maturities with a concomitant reduction of interest rates – which is, of course, a substantial... haircut. Puzzlingly when we counter-propose nominal GDP indexed bonds, that would potentially return more value to our creditors, we are turned down. The only explanation for this puzzle is that the question of debt has little to do with... debt. That our debt is a 'control variable', as mathematicians would say, in the context of a 'planning' exercise whose purpose is to maximise political authority over deficit nations. If there is another explanation I would love to hear it.

**CS : You are today backing the idea that Greece should stay in the eurozone. Our eurozone economies being heterogeneous, if there is no mechanism to harmonise them, I think the Euro is condemned. Why then do you think staying in the Eurozone is important?**

YV : Because I cannot think of any mechanism by which we can dissolve the Eurozone without a massive crisis that will further burden the already dispossessed and those who have borne the greatest burdens of the euro crisis. Could the Eurozone be stabilised without further austerity-driven pain? I think so and this is why we, together with Stuart Holland and Jamie Galbraith, put so much effort in our Modest Proposal for Resolving the Euro Crisis.

**CS : Nobody wants to be the undertaker of the euro, yet Greece could be the first country to exit it. What do you think of this hypothesis?**

YV : Mario Draghi last November said that for the euro to succeed anywhere it must succeed everywhere. I think he is right. In this context attempts to use Grexit as a threat are, whichever side they come from, undermine the already fragile Eurozone and thus constitute frightfully irresponsible moves.

**CS : In your opinion, should things come to a split within the Eurozone between the strong and the weak countries, wouldn't a German exit from the Euro be more operationally (economically) effective, the other countries being then in a position to carry on with the common currency without Germany?**

YV : In the hypothetical case of a Euro Area split there is no doubt that the exit of a surplus country is far preferable to that of a deficit nation exiting. When a country that has a current account surplus leaves a monetary union its currency rises as capital inflows mount. This flow of balances compensates for the losses from claims on assets in the countries remaining in the union. While a recession is on the cards, due to the rise in the exchange rate and the consequent loss of markets, the resulting situation is palatable compared to the implosion that would follow if deficit countries were to leave, with their currencies devaluing massively and private and public euro-denominated debts defaulting.

Having said all this, any exits, of deficit or surplus nations, especially at a time when Europe is in deflation and investment at historic lows, will cause terrible hardship everywhere. This is why I am saying that we must try to fix the euro, especially those of us who are critical of its design!

**CS : One of the salient points of the interim agreement signed with the Eurogroup is the fight against tax evasion. Do you really believe you have the wherewithal to enforce the flow of taxes in the right direction?**

YV : We do. We may be inexperienced add a government but, believe me, we are determined. Above all else, we come with no strings attached. None of us have received a single euro of campaign funding from any of the vested interests that need to be targeted. However, critical in achieving our target of addressing this issue is the extent to which our European partners afford us time and space to do this in relative tranquility.

**CS : As viewed by many in France, the Greeks had it coming. Personally I believe we are all Greeks in this respect and what is happening to your country might well happen to mine.**

YV : The logic of collective punishment is mind-bogglingly awful. It is banned at war and it should be banished during peacetime. Unless the French people understand that there is no such thing as the 'typical' Greek, this type of thinking will feed into stereotypes of the French, of the Germans, of the Italians – stereotypes that prevent us from thinking intelligently, as Europeans, about the true causes of the crisis. Prior to 2008, walls of money were flowing from the surplus to the deficit countries. They caused bubbles which then burst. And when they burst, the deficit countries were snowed under unserviceable debts, with shrinking nominal GDP and with austerity-driven policies that further shrunk the incomes from which these debts old and new would have to be repaid. This is why Greece is where it is now and this is also why France is struggling. Turning to stereotypes for explanation is bound to prevent one from understanding the causes of our common crisis.

**CS : What is the reality of Greece's current social conditions, and do you think France could be next on the list?**

YV : Deprivation and absolute poverty that is very hard for a northern of central European to fathom. In addition, a lower middle class in total economic asphyxiation. Just one example: Of 5 million economically active Greeks, 3.5 million are in arrears to the state for sums less than 3000 euros – and cannot repay it.

**CS : For quite a few weeks now, billions of euro have been leaving Greece. Large quantities of gold are bought by the Greeks. Is this a harbinger of an orderly Greek exit from the Eurozone, at a time when the Telegraph's Ambrose Evans-Pritchard reports that some 'in the artistic circles' are 'half in jest' designing new drachma notes. Must we be prepared to a Greek exit from the Eurozone in the next few months?**

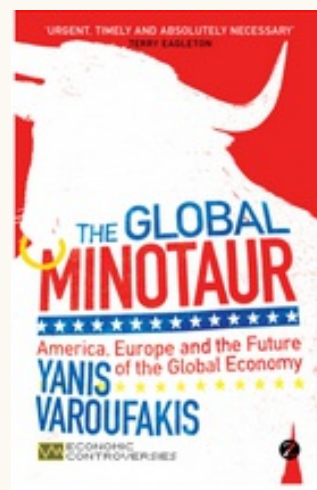
YV : The previous government run its campaign on the scare tactic consisting of a 'promise' that if they were to lose the election, the banks would be closed a week later and Grexit would follow suit. Is it any wonder that when a sitting government stirs up these fears people get scared? And when, in addition, similar voices are heard in Europe, some of them among the powers-that-be, it is easy to make this fear grow and grow. But pause for a moment and think of the immense costs of Grexit not only to us Greeks but to everyone involved. Is it worth just in order to prevent our government from having a chance to weed out the oligarchs and the corrupt? I do not think so. This is why I am calling upon our French friends to resist this gross violation of logic and democratic principle.

**CS : Year in year out, France's inability to respect the fiscal and debt to GDP objectives set by the EU becomes patent. You had a meeting with Michel Sapin. What would it take for a strong Athens-Paris Axis to emerge?**

YV : A stronger France.

**CS : Finally, do you have a special message for the French people?**

YV : I think I do: It is time to regain the vision of Europe as a realm of shared prosperity, rather than as an iron cage in which a majority of Europeans feel stifled and betrayed. If our new government is snuffed out, France will not succeed in salvaging the idea of Europe that is consistent with triptych liberty-equality-fraternity



[Click Here if you want to buy the book The Global Minotaur](#) by Yanis Varoufakis

-

---

### About Charles Sannat

Charles Sannat graduated from the ESEC International Business School in Paris and from the Center for Strategic and Diplomatic Studies. He started his career in 1997 working as a consultant in new technologies, then as a Manager for Altran Group, focussed on the information technology for both bank and insurance sectors. He joined BNP Paribas in 2006 as a Business Manager. He presently holds the position of Director of Economic Studies at Aucoffre.com and is the editor of the Contrarien Matin (Contrarian Edition) for 'a better understanding of the daily analysis of the economy with an uncompromising, humorous and sarcastic approach'

